

sa conduite et recevez, pour vous, l'assurance de mon estime et de mon amitié.

« NAPOLÉON. »

La précision des termes de cette lettre, la netteté avec laquelle y sont exprimées les idées de l'Empereur, dispensent de tout commentaire et sont la condamnation de la plupart des appréciations et des assertions formulées par la presque totalité des écrivains qui ont parlé des affaires du Mexique. Il se trouve, cependant, une note qui vibre au début de la lettre et étonne *a priori*; elle nécessite une explication. Comment l'Empereur, qui doit être informé mieux que personne, peut-il dire : « Les nouvelles que je reçois sont tellement contradictoires.... » ? La cause est très simple. Ses mandataires : le général Forey, le ministre de Saligny, Almonte même, qui croient tous avoir fait merveille, envoient des rapports où ils présentent les événements de manière à les faire croire tout naturels; ils exposent la situation et le sentiment de l'opinion publique, sous les couleurs les plus séduisantes. Mais, à côté de cette correspondance officielle, il y a la correspondance privée, qui n'a rien à déguiser et montre réellement la situation et le véritable état de l'opinion publique. Il faut reconnaître, il est vrai, que souvent les correspondances particulières contiennent de graves erreurs, des appréciations fausses ou exagérées; mais il se dégage toujours, d'une longue lettre, un sentiment général d'une réelle valeur. Or, beaucoup d'officiers et, des plus haut placés, écrivaient à Paris; et leurs relations arrivaient très souvent jusque sous les yeux de l'Empereur qui, alors, pouvait dire avec raison que les nouvelles qu'il recevait étaient contradictoires. Quelques-unes de ces lettres étaient de véritables brochures, frisant le pamphlet, que les auteurs auraient mieux fait de garder dans leur cerveau malveillant. Et cependant elles eurent parfois l'avantage heureux d'éclairer le Souverain, entr'autres celle qui a inspiré la lettre au général Bazaine que j'ai reproduite.

Ce qui était plus grave et dont ne se doutait pas Napoléon III, c'est que le général en chef, auquel il écrivait ainsi, ne commandait, ne dirigeait encore rien; car le général Forey ne s'était pas conformé à ses ordres, pas plus que le ministre de France, il n'avait remis ni commandement ni pouvoir à son successeur et il restait toujours à Mexico.

Dans ces conditions, le général Bazaine se trouvait fort embarrassé. Il recevait des ordres de l'Empereur, qui le croyait chef suprême, et ne pouvait pas les exécuter parce qu'il n'était pas ce chef suprême. Pourtant on était au 1^{er} septembre quand ces ordres arrivaient. Aussi sa réponse fut-elle gênée, car il lui était difficile de laisser percer son étonnement pour la lenteur que mettait son chef à lui passer le commandement, et il lui répugnait enfin de critiquer les mesures prises par ce chef.

« Sire,

« La lettre de Votre Majesté, en date du 30 juillet, ne m'est parvenue que le 1^{er} septembre. Les instructions de l'Empereur seront suivies aussi exactement que possible; mais la situation politique n'est plus, à mon avis, aussi simple qu'à mon arrivée dans la capitale. La régence agit comme un pouvoir définitivement constitué, prend l'initiative de bon nombre de mesures politiques, sous des influences ou des souvenirs du passé, de sorte que les hommes honorables du parti modéré, et il y en a, restent à l'écart des affaires.

« Les craintes exprimées par Votre Majesté, sur la ligne de conduite suivie par le triumvirat, devenu régence, sont fondées et je crois qu'il est à regretter que l'on se soit autant pressé de se priver de l'élasticité d'un gouvernement provisoire qui, recevant notre impulsion basée sur les instructions de Votre Majesté, aurait permis d'organiser l'administration, mais surtout les finances, avec une plus grande latitude et sans résistance passive. D'un autre côté, l'organisation du gouvernement de la régence a créé des dépenses

1020002517

considérables qui ne sont pas en rapport avec les ressources actuelles du pays; mais il fallait satisfaire ses partisans.

« Pendant cette période transitoire, les colonnes franco-mexicaines se seraient montrées dans les capitales des états de Michoacan, Queretaro, San-Luis, Guanajuato, Guadalajara, etc..., la plus grande partie du pays eût été conquise et pacifiée, le gouvernement de Juarez en fuite vers le Nord et le Pacifique. Ces résultats, obtenus facilement en trois mois, auraient permis de fonder, sur des bases plus larges, la monarchie mexicaine, la mettant à l'abri de la critique des partis, surtout en Europe.

« Nous pouvions entreprendre ces promenades militaires à la fin de juin ou juillet, et même en août, car les pluies commencent plus tard dans les états du Nord. Cette année, par exception, sans doute, on se plaint de la sécheresse dans cette zone où les récoltes sont presque nulles, mais les routes sont restées bonnes.

« Je fais des démarches auprès du général Almonte pour obtenir le retrait du décret sur le séquestre. Il est bien évident que cette mesure impolitique, quand on veut fonder par la conciliation, a mis nos ennemis à l'aise pour agir de représailles, et ils l'ont fait immédiatement en décrétant la confiscation et la vente des biens confisqués aux partisans de l'intervention; et, si elle ne peut se réaliser, le partage entre les Indiens, afin de les intéresser à la guerre sociale qu'ils veulent organiser.

« Quant à la question du clergé, le général Almonte désirerait attendre l'arrivée de Mgr Labastida, persuadé qu'il est que ce prélat doit être muni des instructions du Saint-Père et de l'Archiduc Maximilien à cet égard. C'est encore une cause d'inquiétude dans la population et de trouble dans les affaires commerciales, car les détenteurs, sous cette menace de révision, ne peuvent aliéner les biens, de sorte que ces immeubles, au lieu de vivifier le crédit, sont, pour ainsi dire, plus de main-morte que s'ils étaient au clergé. Je ferai, pour la solution de cette question si importante à

tous les points de vue, ce qui sera possible, mais elle a été mal engagée dès le principe.

« M. le Commissaire extraordinaire des finances répond, par ce courrier, à S. E. le Ministre, à sa dépêche du 6 juillet concernant le séquestre, l'interdiction de l'exportation des piastres, les douanes maritimes, etc... Il est bien évident que nous devons profiter de notre séjour au Mexique pour faciliter notre commerce, le rendre, pour ainsi dire, maître du marché; mais M. Budin fait observer qu'il ne peut tarir des sources certaines sans en avoir d'autres; c'est vrai pour le moment, mais quand le commerce aura repris son courant vers l'intérieur, j'espère que la progression ascendante des affaires compensera la diminution des tarifs.

« Le comte de Saligny est mécontent de son rappel et semble en douter; il m'a dit que son intention était de rester en congé à Mexico, parce qu'il a un mariage en vue.

« Le maréchal Forey doit distribuer des croix de la Légion d'honneur à des officiers de l'armée mexicaine. Cette glorieuse récompense me semble prématurée, car cette armée s'organise seulement; son personnel est peu connu; on peut être trompé sur les individualités et produire un effet contraire à celui que l'on désirerait obtenir. L'opinion de notre armée est contraire, jusqu'à présent, à cet acte.

« Je supplie Votre Majesté de vouloir bien me donner des instructions à cet égard pour l'avenir.

« J'espère que l'Empereur ne verra dans mes appréciations que le désir de faire réussir sa politique, toute de conciliation et de générosité, pour fonder, dans ce pays déchiré par la guerre civile, un gouvernement stable et protecteur de nos intérêts. L'avenir nous dira si on a appliqué judicieusement au début les instructions de Votre Majesté. Quoi qu'il arrive, l'Empereur peut compter que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour mener à bonne fin cette glorieuse entreprise.

« Je suis, avec le plus profond respect, etc...

« Général BAZAINE. »

Cette lettre est un monument d'histoire. La situation y est présentée avec une netteté, une clarté et une justesse de vues remarquables. Elle condamne le passé et semble plonger un regard dans les nuages de l'horizon vers lequel on marche, pour formuler ces paroles qui sont une prophétie : « L'avenir dira si on a appliqué judicieusement, au début, les instructions de Votre Majesté ! » Hélas ! l'avenir a parlé à Queretaro et il a crié au monde que si on s'était conformé à ces instructions, le crime mexicain ne se serait pas accompli !

De ce rapport à l'Empereur, il appert que le général Bazaine est resté absolument étranger à tout ce qui a été fait en politique, et qu'il a toujours réprouvé les mesures qui ont été prises. En outre, quand il s'est décidé à s'occuper des affaires, ce n'est que forcé par les ordres du Souverain : « J'ai déjà fait, dit-il, des démarches auprès d'Almonde pour obtenir le retrait du séquestre. » Et pourtant, il n'avait pas encore les pouvoirs indispensables pour agir, et il se trouva, vis-à-vis du général Forey, dans une situation fautive, au double point de vue personnel et hiérarchique, ce qui l'empêcha de protester avec l'autorité nécessaire. Aussi, présenta-t-il sa question à l'Empereur avec une modération et une réserve étonnantes, car cette mesure est une des plus déplorables que le général Forey ait laissé prendre et l'un des facteurs les plus puissants des difficultés, des malheurs de l'avenir. On ne peut comprendre comment ce chef d'une armée victorieuse et conquérante qui, comme don de joyeuse arrivée, a proclamé l'oubli du passé chez tous, qui a adjuré les partis d'oublier leurs passions, a pu permettre à ce fantôme de gouvernement, qu'il a lui-même élevé sur le pavois, de promulguer un décret confisquant les biens des personnes qui ont servi ou servent encore le gouvernement de Juarez, de ces mêmes personnes auxquelles il prêche la conciliation ! Une pareille aberration confond la raison. Aussi la riposte ne se fit pas attendre et le gouvernement de Juarez confisqua, à son tour, les biens des partisans de l'intervention. Et ce

qui est plus grave, c'est que, au cas où ces biens ne pourraient être vendus faute d'acquéreurs, ils seraient partagés entre les Indiens pour déchaîner la guerre sociale ; singulière façon d'arriver à la pacification !

Le général Bazaine fait remarquer à l'Empereur que la régence coûte cher. Ce n'est pas étonnant. On l'a laissé s'ériger elle-même, se créer une cour, s'entourer de toutes les charges d'un gouvernement qui gouverne, alors que celui-ci n'avait encore rien à gouverner ; constituer enfin toute une administration pour ne rien administrer. A quoi pouvaient donc servir des ministres sans ministères, notamment un ministre de la guerre, à un moment où il n'y avait pas d'armée, mais seulement des troupes qui, en bandes errantes et souvent dépenaillées, avaient soutenu la campagne réactionnaire avant notre arrivée et depuis, étaient commandées, nourries et payées par nous ? Il est vrai qu'il fallait donner des prébendes à tous les faméliques qui tiraient la langue depuis longtemps et hurlaient à la curée. Et le comte de Saligny encourageait tout cela et le maréchal Forey laissait faire ! Ce qui était pire encore, c'est qu'il se disposait à faire une distribution de notre croix de la Légion d'honneur à des officiers mexicains. Et pourquoi, en vérité ? Quels services nous avaient-ils donc rendus en venant avec nous qui soutenions leur cause ; c'était bien le moins, semble-t-il. C'est nous qui leur avons rendu service. Aussi, nos officiers étaient indignés et ne pouvaient comprendre qu'un maréchal de France restât encore au Mexique pour faire une pareille besogne, alors que l'Empereur l'avait invité à rentrer en France.

Et le ministre Dubois de Saligny qui ne veut pas croire à son rappel et veut rester pour poursuivre un mariage, au plûtôt une belle dot de réactionnaire, qu'il a si bien gagnée ! On n'a pas idée d'une pareille désinvolture.

Toutes ces choses étaient évidemment d'une importance capitale en raison des conséquences qu'elles devaient produire dans les événements ultérieurs et dans notre action

sur le pays. Mais il s'était passé un fait qui était bien plus grave en ce qu'il s'appliquait à l'essence même de notre intervention au Mexique. Le général Bazaine ne crut pas devoir en rendre compte à son Souverain, parce que c'était une affaire qui intéressait trop vivement notre point d'honneur national, et il fit sagement de ne pas la faire connaître puisqu'elle concernait uniquement le maréchal qui était encore moralement son chef. Voici l'incident :

Dès les premiers jours d'août, le général Forey avait appris, officieusement de Paris, qu'il était nommé maréchal de France et que les récompenses envoyées par l'Empereur à l'armée allaient arriver. Il s'attendait à cette faveur personnelle et aussitôt il prit le titre de sa haute dignité et arbora les épaulettes aux bâtons croisés avec leur semis d'abeilles d'or que, par prudence, il avait sans doute emportées de France. Le 15 août approchait et il résolut de célébrer la fête de l'Empereur par une messe solennelle et un *Te Deum*, chantés à la cathédrale, avec grand déploiement de troupes, qui défileraient ensuite devant lui. Il invita le gouvernement, c'est-à-dire les trois Caciques : Almonte, Mgr Labastida et le vieux général Salas, à assister à cette cérémonie. Mais ces trois personnages mirent à leur acceptation une condition protocolaire obligatoire : une estrade devra être élevée, pour eux seuls dans le chœur, au pied de laquelle sera disposé un fauteuil où se tiendra le maréchal ! Quelle audace ! Un maréchal de France à leurs pieds ! Et Forey ne bondit pas d'indignation ? Pas du tout ; conseillé par M. Dubois de Saligny, qui eut la honte de soutenir leurs prétentions funambulesques, il consentit à l'estrade ; mais il déclara qu'une estrade similaire serait élevée en face et qu'il s'y tiendrait avec le ministre de France. La concession était grosse et pourtant leurs majestés les trois Caciques, ne pouvant admettre qu'un maréchal de France s'élevât au même niveau qu'eux, repoussèrent cette transaction conciliatrice et refusèrent d'assister à la cérémonie. C'était tout simplement scandaleux. Comment, voilà trois personnages

qui, trois mois auparavant, n'étaient que des proscrits, errant dans les maquis du Mexique, rejetés hors de leur pays et dont le chef de l'armée française vient de faire quelque chose ; et ils refusent de s'asseoir à côté de leur sauveur ! Ils veulent le mettre à leurs pieds ! Et, ce qui est encore plus monstrueux, ils refusent de s'associer à l'hommage qu'on va rendre à l'Empereur des Français, à qui ils doivent tout ! Comment Almonte a-t-il oublié qu'il n'était le premier dans ce gouvernement provisoire que sur la demande de cet Empereur ? Comment, le Primat du Mexique a-t-il oublié que si ses autels sont relevés, il le doit à cet Empereur ? Devant cet autel où on le conviait pour honorer ce bienfaiteur, c'était lui, archevêque de Mexico, rendu à la prière, qui devait descendre de son trône temporel pour monter à l'autel et entonner le premier les accents solennels du *Domine salvum fac Napoleonem* ! Il ne l'a pas compris et a commencé, là, avec la France, la lutte qui devait, pour lui, trouver son châtement à Queretaro.

Quoi qu'il en fût, l'absence inconvenante de ces ingrats n'enleva rien à la grandeur de notre cérémonie. Personne ne la regretta, si ce n'est, évidemment, le ministre de France.

Ce qui est plus incroyable encore, après l'attitude de ces trois personnages, c'est que le maréchal Forey, qui donnait, le soir, un grand dîner au quartier général, les accepta à sa table où, sans souci de leur protocole particulier, ils mangèrent à belles dents notre excellente cuisine française et burent à pleins gosiers du vieux vin de France. Chez eux, la passion politique et la vanité s'arrêtaient à la porte de l'estomac !

Enfin, si on envisage cet incident, très grave au fond, au point de vue de la dignité patriotique d'un général français et de l'appréciation politique d'un homme d'Etat, le maréchal Forey aurait dû le relever avec une crâne énergie.

Il y a quelques siècles, se trouvait, dans ce même Mexico et dans des conditions ayant quelques points communs avec celles du maréchal français, un guerrier, un conquérant de

renom, qui commandait des troupes où on n'aimait pas les offenses. Si une pareille impertinence s'était produite à son égard, il eût tout simplement fait appréhender les trois Caciques et les eût obligés à entendre, les fers aux mains et à genoux, un *Domine salvum*, chanté en faveur du Roi d'Espagne. C'était Fernand Cortez.

Je veux bien reconnaître que les mœurs ont subi, depuis lors, quelques adoucissements; aussi j'estime que le maréchal de France, comprenant qu'il avait fait une erreur capitale en créant un gouvernement provisoire avec de pareils éléments capables de faire échec à sa dignité et à celle de la France, aurait dû saisir cette occasion parfaite, que la Providence lui offrait, pour réparer les fautes commises et remettre les choses au point, en vengeant l'offense.

En présence de l'attitude hautaine, hostile même, de ce gouvernement qu'il venait de créer lui-même, il n'avait qu'à faire, ce qui est d'un usage très répandu dans le pays, un *pronunciamiento*. Cette opération eût été d'une exécution simple et facile, consistant uniquement à remettre les choses en l'état où il les avait trouvées à Mexico. Il suffisait d'une simple déclaration conçue dans des termes que 30.000 baïonnettes rendaient persuasifs et sans réplique. La voici :

« Le maréchal de France, représentant de S. M. l'Empereur des Français, considérant que S. A. I. l'Archiduc Maximilien n'a pas encore accepté la couronne du Mexique, déclare terminé le mandat du gouvernement provisoire de Mexico, nommé dans le but de déterminer la forme future d'un gouvernement définitif. Il décide que les pouvoirs dévolus au général Almonte, qui a pris le titre de régent d'un empire qui n'existe pas encore, passent, à dater de ce jour, au général commandant l'intervention française au Mexique, que S. M. l'Empereur des Français vient de désigner comme son représentant dans ce pays. »

Puis, après avoir fait occuper militairement le palais du gouvernement, il aurait constitué un conseil de gouvernement

qu'il eût composé d'une façon judicieuse et impartiale, fonctionnant sous la présidence du commandant de l'armée française jusqu'au jour où l'Archiduc Maximilien aurait pris possession du trône du Mexique.

Enfin, comme corollaire de cette petite révolution de palais, il lui fallait envoyer l'archevêque à Rome pour demander au pape s'il convenait de rétablir l'inquisition au Mexique, et le général Almonte à Paris, pour poser la même question à l'Empereur. Quant à M. Dubois de Saligny, il l'aurait embarqué pour la France, de gré ou de force, à la plus grande satisfaction de Napoléon III.

La question était ainsi liquidée, le terrain redevenu libre, pour prendre à nouveau des mesures réorganisatrices libérales et toutes de conciliation, conformes aux instructions répétées de l'Empereur. Un grand soulagement aurait remplacé, dans le pays, le malaise actuel, et la confiance aurait reparu chez tous les Mexicains qui n'étaient intransigeants ni dans l'un ni dans l'autre parti, et ne désiraient que le salut et la prospérité de leur pays. Ces gens-là étaient nombreux. D'autre part et à son point de vue personnel même, le maréchal se créait ainsi un prétexte plausible et acceptable pour prolonger son séjour à Mexico, en attendant l'approbation de l'Empereur à son coup d'état heureux qui l'aurait couvert de gloire.

Si le maréchal Forey avait agi ainsi, il eût sauvé le sort de l'intervention, et l'affaire du Mexique aurait eu une toute autre fin que celle qu'il fallut déplorer. Hélas ! il était incapable du peu d'énergie nécessaire pour détrôner ces trois ombres de Dictateurs, malgré ses baïonnettes. Je n'oserais pas croire, du reste, que le général Bazaine eût osé faire ce coup d'initiative, car il avait horreur de se mettre en avant. Un autre soldat étoilé l'eût fait assurément : c'eût été le maréchal Pélissier ! Mais ils sont rares, les hommes de cette trempe !

Quelques jours après, arriva enfin le courrier de France, tant attendu, puisqu'il apportait les manifestations offi-

cielles de la satisfaction impériale pour l'armée. La plus importante naturellement était le bâton du maréchal Forey. Le général de Castagny était nommé divisionnaire; cinq colonels recevaient les étoiles de général de brigade, parmi eux, le colonel du Barail, un général de cavalerie s'il en fût, le colonel d'Auvergne, chef d'état-major du corps expéditionnaire, et Viala, l'intrépide et habile commandant du génie de l'armée, qui avait déployé tant d'activité, de science et de bravoure pendant le siège de Puebla.

La nouvelle la plus saisissante à tous les points de vue, qu'apportait le courrier, était le rappel du maréchal Forey et son remplacement par le général Bazaine. Ce changement dans la direction des affaires militaires et politiques, fut accueilli par l'armée avec une joie immense, car elle avait mis en lui toute sa confiance et lui était reconnaissante de l'avoir arrachée victorieusement aux misères du siège de Puebla. Nous autres, les modestes mais fidèles serviteurs de cet homme qui était notre ami, nous étions dans l'enchantement.

Quant au maréchal Forey, s'il rayonnait d'orgueil, un point noir, cependant, le préoccupait, car l'Empereur l'invitait à rentrer en France « pour y goûter en paix les joies de ses succès ». Il ne pouvait se faire à l'idée qu'il allait descendre du piédestal où il était et à l'obligation de quitter le palais de San-Cosme, où il menait grande et douce vie. Et puis, il se croyait réellement un grand homme et ne pouvait comprendre qu'on le remplaçât, d'autant qu'il pensait avoir merveilleusement travaillé, en bâclant si promptement le gouvernement impérial de Maximilien. Il était, par conséquent, persuadé qu'il y avait « maldonne » de la part de l'Empereur et que celui-ci, heureux de la nomination d'un gouvernement définitif, reviendrait sur sa décision pour lui permettre d'achever une œuvre si brillamment commencée, et d'installer lui-même Maximilien sur son trône. Il avait, du reste, écrit dans ce sens à son souverain et il ne parlait pas du tout de départ. Que d'illusions!

Pourtant la situation était ridicule, et, en se prolongeant, elle devenait extravagante. En fait, l'armée obéissait aux ordres du général Bazaine, à qui le maréchal Forey n'avait pas remis le commandement. Le premier recevait de France et directement toute la correspondance officielle ou officieuse adressée au commandant en chef par l'Empereur, les ministres, etc..., et le second rien! Il se produisit même un incident, qui dût être fort pénible, humiliant même pour le maréchal, car il eut la folle idée d'attirer à lui, par une compromission regrettable avec l'agent des postes à Vera-Cruz, la correspondance officielle adressée au général commandant en chef. Mais il reçut de ce fonctionnaire une fin de non recevoir peu flatteuse. Cette situation fautive devenait presque scandaleuse et sévèrement jugée par l'opinion, qui sentait bien que sa présence entravait sérieusement, dans l'expédition des affaires, l'initiative que voulait prendre le général Bazaine pour se conformer aux ordres et instructions qu'il recevait de France. Aussi, la malignité du public ne tarda pas à prendre à partie cette situation. On prétendit qu'il n'osait pas se mettre en route par crainte de la fièvre jaune qui sévissait dans les Terres Chaudes; d'autre part, les chansons satiriques raillaient son attitude, notamment l'une d'elles qui avait pour joyeux refrain : « Partira-t-il, partira-t-il pas ! » Tout cela était fort regrettable pour la dignité d'un maréchal de France. Enfin, il eut connaissance, d'une manière indirecte, d'une lettre du ministre de la Guerre au général Bazaine, qui contenait ce passage suggestif : « M. le maréchal Forey sera bien loin du Mexique quand vous recevrez cette lettre. Vous avez dû être frappé des fautes qui ont été commises depuis l'entrée de l'armée à Mexico. Je ne doute pas que vous vous soyez déjà mis à l'œuvre pour réparer les fâcheuses mesures prises par votre prédécesseur. » C'était dur! Aussi, quelques jours après, le maréchal fit savoir qu'il allait rentrer en France.

Il se tira, du reste, de cette épreuve avec une certaine noblesse. Le 30 septembre, il remit officiellement au général

Bazaine le commandement de l'armée et adressa aux troupes un ordre général qui lui faisait honneur en honorant son successeur. Après avoir remercié l'Armée du concours toujours dévoué qu'elle lui avait prêté, il lui présenta son nouveau chef dans les termes les plus dignes. « Je n'ai pas besoin de vous faire son éloge; vous savez aussi bien que moi tout ce qu'il vaut et, pour ne parler que de ses services au Mexique, souvenez-vous de San-Lorenzo où, avec quelques bataillons, il a détruit tout un corps d'armée dont les débris ne se croyant plus en sûreté derrière les fortifications de la capitale, se sont enfuis jusqu'aux frontières des Etats-Unis d'Amérique. » (C'était exagéré, car nous allions les retrouver beaucoup moins loin, quelques semaines après.)

« Rappelez-vous encore que la prise du fort San-Xavier a commencé le siège de Puebla et que celle du fort Totimehuacan l'a terminé, et que c'est sous son intelligente et vigoureuse direction que ces deux faits d'armes ont été accomplis.

« Alors, vous serez fiers d'avoir un tel chef à votre tête; si vous avez de nouveaux combats à livrer, vous serez certains de la victoire et votre ancien général en chef applaudira de loin à vos succès. »

Enfin, le jour du départ arriva et fut des plus solennels. C'était un dimanche. Le maréchal assista, comme de coutume, à la messe militaire, dans cette cathédrale où, quatre mois avant, il avait reçu l'eau bénite de l'archevêque de Mexico. Quand il sortit de la basilique, toutes les troupes étaient massées sur la place et formaient la haie jusqu'aux portes de la ville, exactement comme à l'arrivée. Les grandes voix des cloches et des canons, les musiques le saluaient comme à son entrée solennelle; il ne manquait que les fleurs jetées sur ses pas. Le général Bazaine, entouré des généraux et des états-majors, l'accompagna jusqu'à deux lieues sur la route de Puebla à Vera-Cruz; on se fit des adieux émus, car le pauvre maréchal avait, dans les yeux, des larmes qui

appelaient les nôtres. *Sic transit gloria mundi!* Et tout ce brillant cortège revint, accompagnant le nouveau chef, le quatrième qu'allait absorber l'expédition du Mexique.
